

ANALYSE 2007

Elargissement de l'Union européenne : les exemples de la Roumanie et de la Macédoine



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la
Communauté française*

Elargissement de l'Union européenne : les exemples de la Roumanie et de la Macédoine

Introduction

L'Union européenne évolue, heureusement ! Depuis sa création, elle a connu de nombreuses étapes importantes, comme ses élargissements réguliers. Mais les élargissements récents sont relativement méconnus de la population de la « Vieille Europe », c'est-à-dire des pays de l'ancien bloc de l'ouest de l'Union, dont la Belgique fait bien sûr partie. La population belge n'échappe donc pas à la règle, et même si elle est régulièrement citée comme très « pro-européenne » dans son ensemble, il n'empêche qu'elle connaît mal ces pays de l'Europe centrale et de l'Est, et ne voit pas toujours d'un bon œil leur arrivée dans l'Union.

C'est dans cette optique que la Commission « Europe : cultures et élargissement » de Pax Christi Wallonie-Bruxelles a organisé une séance d'information en mars 2007 sur l'élargissement de l'Union européenne à la Roumanie et à la Macédoine, deux pays proches géographiquement parlant, mais avec des statuts européens différents. Grâce à l'apport de Nicolas Bárdos-Féltoronyi, membre de notre Commission, nous avons pu comparer les situations des deux pays, mais aussi réfléchir ensemble sur des questions assez pointues (populations, contrôle des frontières, dimensions culturelles...) et sources parfois d'« euroscepticisme » chez bon nombre de nos concitoyens, afin de leur faire mieux comprendre ces situations.

Contexte

Depuis le 1^{er} janvier 2007, l'Union européenne compte 27 membres. En effet, à cette date, la Bulgarie et la Roumanie ont rejoint les 25 pays déjà membres.

Un autre pays a, lui, acquis le titre officiel de « candidat adhérent » à l'Union européenne, il s'agit de la Macédoine. Ce titre lui promet d'intégrer un jour l'Union, à condition de respecter les critères préalables à l'adhésion.

Mais quels sont ces critères ? Le Conseil européen de Copenhague a défini en 1993 des critères préalables à l'adhésion d'un nouveau pays dans l'Union européenne. Citons-les :

- Critères politiques : mise en place d'« institutions stables garantissant l'état de droit, la démocratie, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection »,
- Critères économiques : existence d'une « économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union »,
- « La capacité d'assumer les obligations d'adhésion à l'Union européenne, et notamment de souscrire aux objectifs de l'union politique, économique et monétaire ».

Nous avons voulu, au travers de cette analyse, montrer des différences ou des similitudes entre la Roumanie et la Macédoine, respectivement pays venant d'intégrer l'Union et pays candidat à y entrer, sur quelques points qui nous ont semblé importants du point de vue de la paix.

Les frontières, leurs contrôles et leur stabilité

Les frontières ont toujours été importantes dans l'histoire de chaque pays, puisqu'elles en marquent géographiquement les limites, et qu'elles ont souvent été la cause de guerres... Le contrôle de ces frontières était donc considéré comme crucial par les Etats souverains ! Avec la construction de l'Union européenne, les contrôles aux frontières entre pays membres de l'Union ont fortement diminué ; il y a par exemple de nombreuses années que les frontières belges ne sont plus « gardées ». Par contre, les frontières externes de l'Union européenne sont devenues un enjeu crucial, dans le contexte du contrôle de l'immigration, des flux liés aux criminalités, etc. Certains pays de l'Union, ont d'ailleurs créé l' « Espace Schengen » : un ensemble de pays ayant établi une politique commune en ce qui concerne les visas et ayant renforcé les contrôles aux frontières limitrophes de pays extérieurs à l'Espace. Actuellement, 15 pays en font partie : 13 de l'Union, auxquels se sont ajoutés la Norvège et l'Islande.

Les derniers élargissements de l'Union à certains pays de l'Europe centrale et de l'Est ont donc repoussé les limites de l'Union encore plus à l'Est. Que l'on partage ou non la politique de l'Union européenne et des pays qui la composent en matière d'immigration par exemple, on comprend aisément tout l'enjeu des nouvelles frontières de l'Union, et donc de l'importance qu'elle leur accorde. Elle aide notamment de manière conséquente les candidats adhérents à contrôler leurs frontières avec les pays qui ne l'intégreront pas (pour l'instant en tout cas).

Il existe une grande différence à ce sujet entre la Roumanie et la Macédoine : la Roumanie ne connaît pour ainsi dire pas de problème avec ses frontières en tant que stabilité du tracé, alors qu'il n'en est pas de même pour la Macédoine.

Si l'on cherche bien, on trouvera officiellement un contentieux entre la Roumanie et la Moldavie, également entre la Roumanie et l'Ukraine concernant leurs frontières communes, mais à vrai dire ces problèmes n'existent qu'en théorie, ils ne causent aucune réelle irritation entre la Roumanie et ces deux pays.

Par contre, les frontières de la Macédoine sont instables : ce pays n'est vraiment dans ses frontières que depuis le 20^{ème} siècle, et a connu ces 150 dernières années de grandes instabilités en faisant partie tantôt de la Serbie, tantôt de la Bulgarie, ou encore de la Grèce.

On peut donc dire que les frontières de la Macédoine ne sont pas « certaines » au sens géopolitique du terme. Non pas qu'elles ne soient pas reconnues par d'autres Etats, en cela il n'existe pas de problème, mais ce n'est pas le cas dans le cœur, dans les pensées de certains, comme par exemple de certains hommes politiques, mais aussi d'habitants slavo-macédoniens qui se sentent très proches de la Bulgarie, ou encore d'Albano-Macédoniens qui se verraient bien appartenir à une Grande Albanie.

Un mot sur les flux migratoires

Les flux migratoires ont existé de tout temps ; les migrants arrivant dans les pays de l'Union européenne le font la plupart du temps pour des raisons politiques ou économiques. Signalons que la Roumanie a connu un flux migratoire assez exceptionnel ces dernières années, puisqu'à la chute de Ceausescu (l'ancien président-dictateur), beaucoup de jeunes ont quitté le pays. La Roumanie a ainsi vu sa population diminuer de quelque deux millions d'habitants en une dizaine d'années !... C'est énorme !

Les populations

On note encore une assez grande différence entre la Roumanie et la Macédoine en ce qui concerne la mixité de leurs populations.

En effet, à l'instar de pays comme l'Allemagne ou la France, on peut considérer que la Roumanie est, en termes ethniques, relativement homogène : elle est composée de 85 à 90 % de Roumains « de souche », le reste étant essentiellement composé de Roumains de souche hongroise et de Roumains de souche allemande.

Par contre, pour la Macédoine c'est différent. Sa population est essentiellement composée de Slavo-Macédoniens et d'Albano-Macédoniens, ces derniers représentant entre 1/4 et 1/3 de la population totale. Et si l'on tient compte de l'Albanie et du Kosovo voisins, toute cette région compte alors une population de plus de 10 millions d'Albanais.

En Belgique, nous avons l'habitude de la coexistence de plusieurs communautés et de la pratique de la politique du compromis « à la belge » pour que chacun vive le mieux possible. Par contre en Macédoine cette coexistence a déjà créé de nombreuses tensions, parfois même des conflits armés.

L'intégration dans le capitalisme international

La Macédoine est sortie lentement au 19^{ème} siècle de la domination ottomane, qui fut suivie par un 20^{ème} siècle avec de nombreuses guerres ; elle était même parfois l'enjeu de ces guerres balkaniques. Encore récemment, il y a quelques années, elle a connu des conflits armés.

La Roumanie est par contre plus stable depuis bien plus longtemps. Elle a donc pu entrer dans la marche du capitalisme plus rapidement, avec entre autres l'implantation d'entreprises françaises et belges. Ce qui n'était pas le cas pour la Macédoine. Déjà à l'époque où la République de Yougoslavie existait encore, les habitants de la Slovénie avaient un pouvoir d'achat 8 à 9 fois plus élevé que celui des Macédoniens ! C'est d'ailleurs la Slovénie qui a proclamé la première son indépendance, en 1991. Et ce n'est sans doute pas pour rien qu'elle a été la première des ex-républiques yougoslaves à intégrer l'Union européenne. Actuellement, cette différence entre les pouvoirs d'achat moyens des Slovènes et des Macédoniens est probablement encore plus élevée que 8 à 9 fois.

Cette différence dans l'avènement de la stabilité des pays (plus récente pour la Macédoine que pour la Roumanie), impliquant donc des développements différents (développement plus précoce pour la Roumanie) explique probablement en partie le fait que la Roumanie ait pu intégrer l'Union européenne avant la Macédoine. Cette dernière peut espérer, en tenant compte de son évolution qui est en route, intégrer l'Union vers 2010-2012...

Dimensions culturelles

La dimension religieuse

Dans ces régions balkaniques, tant en Roumanie qu'en Macédoine, la prédominance de l'orthodoxie est très importante. Politiquement, cela engendre des dimensions qu'il ne faut pas négliger. Et de ce point de vue politique, il y a de grandes différences entre la Roumanie et la Macédoine.

En Roumanie, l'Eglise orthodoxe roumaine n'est contestée par quasi personne ! Elle fait partie du peuple roumain depuis des siècles, elle a en quelque sorte garanti la continuité du peuple roumain dans l'histoire, elle l'a aidé à traverser des moments très difficiles, pénibles (invasion des Ottomans, guerres, communisme...), en étant parfois très (trop ?) proche du pouvoir, notamment pendant la période communiste.

En Macédoine, la situation est fort différente. Jusqu'en 1967, les orthodoxes macédoniens faisaient partie de l'Eglise orthodoxe serbe. Elle portait en fait le nom de l'Eglise orthodoxe de Pecs (Patriarcat de Pecs), qui se trouve dans le Kosovo actuel. En 1967, Tito, qui était le Président de la Yougoslavie à ce moment-là, et pour des raisons de politique interne, a suscité la création de l'Eglise orthodoxe de Macédoine. En réalité, c'était pour lui une façon de diminuer l'importance de l'Eglise orthodoxe serbe, et ainsi d'affaiblir son pouvoir. Cela fait donc 40 ans que l'Eglise de Macédoine a été créée, avec toute sa hiérarchie, et on peut dire qu'environ 99 % des Slavo-Macédoniens appartiennent à cette Eglise. Les Albano-Macédoniens étant, quant à eux, musulmans de différentes orientations. L'affaiblissement de l'Eglise serbe a donc bien eu lieu. En réduisant son influence, Tito voulait ainsi que la Serbie n'ait pas une trop grande prédominance dans la Yougoslavie.

Cependant, l'Eglise serbe n'a jamais oublié et a toujours continué à revendiquer la Macédoine comme son territoire « canonique » ; pour elle, la Macédoine est toujours un peu « serbe ». Quand nous disions plus haut que les frontières de la Macédoine n'étaient pas très stables, c'était aussi en termes de sentiments des peuples, d'appartenance ; pour les Serbes par exemple et comme nous venons de le dire, ce territoire est un peu serbe.

La relation par rapport à d'autres pays

La Roumanie a, depuis le 19^{ème} siècle, été très anti-russe. Par exemple, alors que, comme les Russes, elle est orthodoxe en très grande partie, elle n'utilise pas l'alphabet cyrillique. Ni l'alphabet grec d'ailleurs, mais bien l'alphabet latin ! C'était une façon claire de marquer sa distance par rapport à l'orthodoxie russe, mais aussi par rapport à l'Eglise orthodoxe d'Istanbul qui était sous influence grecque.

Pour la Macédoine, c'est totalement différent, car elle subissait au contraire l'influence de tous les pays environnants (Bulgarie, Serbie et Grèce). Cette influence multiple a constitué en quelque sorte un élément déstabilisant. Citons par exemple ce fait pour illustrer notre propos : on estime actuellement à environ 100 000 le nombre de Macédoniens (surtout Slavo-Macédoniens) qui auraient un passeport bulgare !... Il nous semble qu'il y a là un problème d'« appartenance ». Il ne viendrait en effet pas à l'idée d'un Belge de demander un passeport français, allemand ou néerlandais ! Mais il est fort probable aussi que ces Macédoniens demandent ces passeports

bulgares dans le but de voyager hors de leur pays, le passeport bulgare étant « mieux vu » à l'étranger...

Rêve d'Amérique

Lors de la période communiste et de « guerre froide », bon nombre de citoyens des pays appartenant à l'ex-Bloc de l'Est ont toujours espéré être libérés par l'« Amérique » (les Etats-Unis). Nous ne devons donc pas être surpris de l'enthousiasme de ces populations pour l'Amérique.

Ce fait explique à notre avis en grande partie pourquoi les Etats-Unis n'ont pas eu trop de difficultés à convaincre les gouvernements de ces pays à devenir membres de l'OTAN, ces derniers se sentant ainsi en sécurité, et se distanciant par la même occasion davantage de la Russie.

Les militaires américains y sont d'ailleurs déjà bien présents (par exemple : en Roumanie et en Macédoine, des bases militaires américaines sont déjà implantées), ce qui ne pose pas vraiment de problème pour la majeure partie de ces populations. La Roumanie a intégré l'OTAN en 2004 (donc 3 ans avant son entrée dans l'Union européenne !...); quant à la Macédoine, elle est actuellement en préparation de son intégration dans l'OTAN : elle a engagé un plan d'action pour l'adhésion.

En guise de conclusion...

Pour notre Commission « Europe : cultures et élargissement », les pays de l'Europe centrale et de l'Est ont vocation à faire partie « un jour » de l'Union européenne, puisque faisant partie de l'Europe géographique sans aucune contestation. Parmi eux, certains l'ont déjà intégrée, d'autres sont en attente. Ces différentes étapes d'élargissement de l'Union ne se font pas sans souffrances pour les populations des pays candidats, qui bien souvent « acceptent » tant bien que mal, sachant que l'entrée dans cette Union qu'ils espèrent depuis longtemps est à ce prix...

Mais l'Union européenne ne pèse toujours pas en termes de politique étrangère ni en termes d'armée (même si un embryon d'armée européenne existe). Pour ces raisons et pour celles énoncées plus haut, ces pays intègrent bien souvent l'OTAN avant de devenir membre de l'Union européenne. Même si on peut les comprendre (pour les raisons énoncées ci-dessus), c'est aussi une manière pour les Etats-Unis de maintenir le contrôle ou leur mainmise au sein de l'OTAN, mais aussi de contenir géopolitiquement parlant l'Union européenne.

En cela, nous observons une différence de mentalité entre les pays de la « Vieille Europe » et les « nouveaux arrivants » : suite à la « guerre contre le terrorisme » et surtout à la guerre en Irak que le Président américain Bush a lancées, les populations européennes de la « Vieille Europe » rejettent assez majoritairement la politique américaine et son influence dans le monde, contrairement aux « nouveaux arrivants ».

Pour cette raison mais aussi pour encourager l'ensemble de la population européenne à accueillir favorablement les nouveaux citoyens européens, il nous semble important que les responsables de l'Union européenne mettent en place des grandes campagnes favorisant la connaissance des diverses cultures européennes, qui créent d'ailleurs sa richesse, mais favorisant aussi une meilleure connaissance des pays qui adhéreront dans un futur relativement proche à l'Union. Car

il est bien évident qu'une meilleure connaissance de l'autre diminue les préjugés souvent négatifs que l'on a sur lui : c'est valable aussi pour la Roumanie et la Macédoine. Ce serait donc tout bénéfique pour l'Union européenne. De même, nous pensons qu'il est primordial que l'Europe sociale se développe davantage, garantissant une meilleure solidarité entre tous les citoyens européens. C'est à notre avis par de telles actions que les citoyens de la « Vieille Europe » s'enthousiasmeront à nouveau pour le projet européen.

Mai 2007

Olivier Duhayon, Pax Christi Wallonie-Bruxelles.

Editeur responsable : Katheline Toumpsin
Pax Christi Wallonie-Bruxelles, ASBL
Rue Maurice Liétart 31/1
B-1150 Bruxelles – Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 04
Fax +32 (0) 2 738 08 00
E-mail : info@paxchristiwb.be